

ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS

Association régie par le droit local

5 Grand Rue

68100 MULHOUSE

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS

Association régie par le droit local

5 Grand Rue

68100 MULHOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés du correct traitement des comptes de trésorerie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

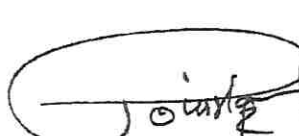
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

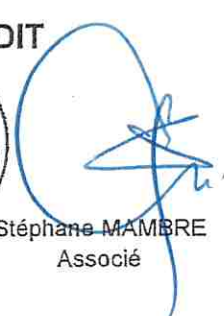
Fait à Mulhouse, le 3 juin 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT


Raoul POINSIGNON
Associé




Stéphane MAMBRE
Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN

BILAN - ACTIF		31/12/2024		31/12/2023			
(En €)	Valeur Brute	Amortissement, provisions	Net	Net	Var°	Var° (%)	
Capital souscrit non appelé	0,00		0,00	0,00	0,00		
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Frais de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Concessions, brevets et droits similaires	13 691,74	-11 792,61	1 899,13	2 581,88	-682,75	-26%	
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
A Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
c Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		
Sous-total Immobilisations Incorporelles	13 691,74	-11 792,61	1 899,13	2 581,88	-682,75	-26%	
f Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Constructions	322 442,45	-322 442,45	0,00	0,00	0,00		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	80 144,40	-40 901,36	39 243,04	43 485,30	-4 242,26	-10%	
Autres immobilisations corporelles	192 762,45	-177 769,91	14 992,54	20 025,91	-5 033,37	-25%	
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		
Sous-total Immobilisations Corporelles	595 349,30	-541 113,72	54 235,58	63 511,21	-9 275,63	-15%	
Participations évaluées selon la méthode de MEE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres immobilisations financières	966,53	0,00	966,53	966,53	0,00		
Sous-total Immobilisations Financières	966,53	0,00	966,53	966,53	0,00		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	610 007,57	-552 906,33	57 101,24	67 059,62	-9 958,38		
s Matières premières, approvisionnements	352,07	0,00	352,07	-311,91	663,98	-213%	
t En cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
d En cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
c Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
k Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Sous-total Stocks	352,07	0,00	352,07	-311,91	663,98	-213%	
c Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
l Clients et comptes rattachés	9 250,79	0,00	9 250,79	10 115,46	-864,67	-9%	
e Autres créances	136 632,86	0,00	136 632,86	174 774,61	-38 141,75	-22%	
u Capital souscrit non appelé, non versé	0,00		0,00	0,00	0,00		
l Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
n Disponibilités	32 858,48		32 858,48	11 250,66	21 607,82	+192%	
t Charges constatées d'avance	3 367,37		3 367,37	2 520,20	847,17	+34%	
TOTAL ACTIF CIRCULANT + CCA	182 461,57	0,00	182 461,57	198 349,02	-15 887,45		
c Frais d'émission d'emprunt à étaler	0,00		0,00	0,00	0,00		
p Primes de remboursement des obligations	0,00		0,00	0,00	0,00		
u Ecart de conversion actif	0,00		0,00	0,00	0,00		
TOTAL GENERAL ACTIF	792 469,14	-552 906,33	239 562,81	265 408,64	-25 845,83		

BILAN - PASSIF		31/12/2024		31/12/2023		Var°	Var° (%)
Capital social ou individuel		153 442,68	153 442,68	0,00	0,00		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		0,00	0,00	0,00	0,00		
Ecart de réévaluation		0,00	0,00	0,00	0,00		
Réserve légale		0,00	0,00	0,00	0,00		
Réserves statutaires ou contractuelles		0,00	0,00	0,00	0,00		
Réserves réglementées		0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres réserves		0,00	0,00	0,00	0,00		
Report à nouveau		-111 333,74	-56 223,31	-55 110,43	-55 110,43	+98%	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		22 753,51	-55 734,25	78 487,76	78 487,76	-141%	
Subventions d'investissement		62 593,23	35 714,26	26 878,97	26 878,97	+75%	
Provisions réglementées		0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		127 455,68	77 199,38	50 256,30	50 256,30	+65%	
A Produit des émissions de titres participatifs		0,00	0,00	0,00	0,00		
t P Avances conditionnées		0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		0,00	0,00	0,00	0,00		
f Provisions pour risques		2 127,89	41 850,00	-39 722,11	-39 722,11	-95%	
e Provisions pour charges		0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		2 127,89	41 850,00	-39 722,11	-39 722,11		
d Emprunts obligataires convertibles		0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres emprunts obligataires		0,00	0,00	0,00	0,00		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		100,00	17 271,20	-17 171,20	-17 171,20	-99%	
Emprunts et dettes financières divers		7 055,80	15 799,03	-8 743,23	-8 743,23	-55%	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0,00	0,00	0,00	0,00		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		17 813,21	22 923,91	-5 110,70	-5 110,70	-22%	
Dettes fiscales et sociales		85 010,23	90 365,12	-5 354,89	-5 354,89	-6%	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres dettes		0,00	0,00	0,00	0,00		
Produits constatés d'avance		0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL DETTES & COMPTE DE REGUL.		109 979,24	146 359,26	-36 380,02	-36 380,02		
Ecart conv. Passif		0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL GENERAL PASSIF		239 562,81	265 408,64	-25 845,83	-25 845,83		

Ecart

0,00

0,00



COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT (En €)		31/12/2024	% CA	31/12/2023	% CA	Var*	Var* (%)
Ventes de marchandises		2 221,60		1 971,89		249,71	+12,7%
Production vendue, biens		168,00		885,30		-717,30	-81,0%
Production vendue, services		122 537,79		126 310,69		-3 772,90	-3,0%
Chiffre d'affaires nets		124 927,39	100	129 167,88	100	-4 240,49	-3,3%
Production stockée		0,00		0,00		0,00	
Production immobilisée		0,00		0,00		0,00	
Subventions d'exploitation		766 638,31		686 918,21		79 720,10	+11,6%
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		57 164,58		3 253,87		53 910,71	+1656,8%
Autres produits		722,80		402,69		320,11	+79,5%
Total des produits d'exploitation		949 453,08	780	819 742,65	635	129 710,43	+15,8%
Achats de marchandises		28 905,73		28 601,59		304,14	+1,1%
Variation de stock (marchandises)		0,00		0,00		0,00	
Achats de matières premières et autres approvisionnements		0,00		69,20		-69,20	-100,0%
Variation de stock (matière premières et approvisionnements)		-40,16		572,77		-612,93	-107,0%
Autres achats et charges externes		117 036,40		116 466,63		569,77	+0,5%
Impôts, taxes et versements assimilés		31 701,84		29 558,90		2 142,94	+7,2%
Salaires et traitements		562 588,21		539 361,66		23 226,55	+4,3%
Charges sociales		182 124,36		156 891,11		25 233,25	+16,1%
Sur immobilisations : - dotations aux amortissements		21 162,33		17 986,65		3 175,68	+17,7%
- dotations aux provisions		0,00		197,05		-197,05	-100,0%
Sur actif circulant : dotations aux provisions		0,00		0,00		0,00	
Pour risques et charges : dotations aux provisions		0,00		0,00		0,00	
Autres charges		629,16		2 379,68		-1 750,52	-73,6%
Total des charges d'exploitation		944 107,87		892 085,24		52 022,63	+5,8%
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 345,21	4	-72 342,59		77 687,80	
Bénéfice attribué ou perte transférée		0,00		0,00		0,00	
Perte supportée ou bénéfice transféré		0,00		0,00		0,00	
Produits financiers de participations		0,00		0,00		0,00	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		1 589,92		2 372,55		-782,63	-33,0%
Autres intérêts et produits assimilés		0,00		0,00		0,00	
Reprises sur provisions et transferts de charges		0,00		0,00		0,00	
Différences positives de change		0,00		0,00		0,00	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00		0,00		0,00	
Total des produits financiers		1 589,92		2 372,55		-782,63	-33,0%
Dotations financières aux amortissements et provisions		0,00		0,00		0,00	
Intérêts et charges assimilés		69,33		126,32		-56,99	-45,1%
Différences négatives de change		0,00		0,00		0,00	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00		0,00		0,00	
Total des charges financières		69,33		126,32		-56,99	-45,1%
RESULTAT FINANCIER		1 520,59	1	2 246,23	2	-725,64	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		6 865,80	5	-70 096,36	-54	76 962,16	+109,8%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		7 947,27		10 041,24		-2 093,97	-20,9%
Produits exceptionnels sur opérations en capital		8 174,14		4 735,34		3 438,80	+72,6%
Reprises sur provisions et transferts de charges		0,00		0,00		0,00	
Total des produits exceptionnels (VII)		16 121,41		14 776,58		1 344,83	+9,1%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		83,70		414,47		-330,77	-79,8%
Charges exceptionnelles sur opération en capital		150,00		0,00		150,00	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		0,00		0,00		0,00	
Total des charges exceptionnelles (VIII)		233,70		414,47		-180,77	-41,6%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		15 887,71	13	14 362,11	11	1 525,60	+10,6%
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		0,00		0,00		0,00	
Impôts sur les bénéfices		0,00		0,00		0,00	
TOTAL PRODUITS		967 164,41		836 891,78		130 272,63	+15,6%
TOTAL CHARGES		944 410,90		892 626,03		51 784,87	+5,8%
BENEFICE OU PERTE		22 753,51	18	-55 734,25		78 487,76	





ANNEXE POUR DES COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

1. INFORMATIONS GENERALES

L'Accueil d'Enfants les Petits Soleils se situe au 5, Grand 'Rue 68100 – MULHOUSE.

L'Association est une crèche dont l'activité est la garde d'enfants de 10 semaines à 3 ans. Ce service est ouvert à l'ensemble des communes de la M2A. Les horaires d'ouverture de 6h à 20h du lundi à samedi.

Information au titre d'un évènement avant-clôture

A compter du premier janvier 2024, l'avenant 10-22 de la CCN, a modifié en profondeur le système de rémunération, permettant ainsi la reconnaissance de l'expérience professionnelle en valorisant l'ancienneté acquise au sein de la branche professionnelle et l'acquisition de compétences. La conséquence du nouveau système de classification et rémunération a eu comme impact une hausse importante des salaires. Une première évaluation de ladite augmentation a été estimée à hauteur de 61 441.00€ pour l'année 2024.

Afin de palier partiellement au surcoût du nouveau système de classification ayant un impact sur la masse salariale, Le Conseil d'Administration de la CNAF a voté le « bonus attractivité ». Ce bonus *« accompagne les revalorisations salariales prévues dans les Conventions collectives nationales révisées (CCN – pour le secteur privé) Le bonus s'élève à 970 € par place et par an pour le secteur privé... »* Ce montant permet de contribuer aux deux-tiers des coûts supportés par les employeurs.

D'autre part, suite au déficit important de l'exercice 2023, (-55 110.43€) des mesures se sont imposées afin de sauvegarder l'activité et ce dès le mois de septembre.

La première mesure importante qui a été prise, après une longue réflexion menée par la Direction, les membres du Conseil d'Administration et consultation du CSE, a été de reconsidérer l'offre d'accueil par la fermeture du service des samedis. En effet, une forte baisse de fréquentation des familles usagers du service ainsi que les obligations en matière d'encadrement, ont fait que le montant de charges (charges du personnel, énergie, alimentation...) était largement plus important que le montant des produits (participation parents, subventions).

Cette mesure a été possible grâce au départ volontaire d'une salariée en congé parental et qui ne souhaitait pas réintégrer son poste d'animatrice petite enfance ce qui nous a permis de le supprimer. A cela, nous avons proposé une réduction du temps de travail du poste d'infirmière qui intervenait le samedi, permettant une économie globale de 35 912.64€ annuels.



Autre mesure, a été l'activation de « l'AXE 5 » auprès de la CAF, sous l'initiative de la Directrice, Mme STROEBELE et avec l'accord du Conseil d'Administration. Cette aide a pu être mobilisée pour apporter un soutien conjoncturel à notre structure dans l'objectif d'en assurer sa pérennité. Les financements apportés par ce dispositif, ont un caractère exceptionnel et temporaire. Ils ont pour but d'aider les établissements d'accueil du jeune enfant à se structurer afin de retrouver dès que possible un nouvel équilibre économique.

Une rencontre avec la M2a, a eu lieu, afin d'exposer les difficultés financières de l'Association. Après présentation des budgets prévisionnels, il a été décidé l'octroi d'un complément de subvention d'un montant de 15 000.00€, venant ainsi augmenter la subvention historique.

Comme prévu, suite à l'application du nouveau système de classification, une augmentation de la masse salariale et charges patronales est constatée. Ce n'est qu'à partir de septembre que les mesures envisagées et mise en place auront un effet sur la masse salariale.

L'autre événement marquant de l'année 2024, a été un contrôle CAF. Ce contrôle a été effectué au mois de mai, afin de vérifier la véracité des données déclarées (année N-2) et n'a révélé aucune erreur dans la gestion de nos statistiques et déclarations.

Ces éléments ont comme conséquence un ajustement des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2024 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de cet événement et de ses conséquences.

1. Information au titre de l'impact de crises sur l'activité de l'Association postérieurement à la clôture de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'Association constate, que malgré l'impact de l'augmentation de certains postes de charges extérieures, et le nouveau système de classification et rémunération imposé par la CCN, l'appel à projets, le bonus attractivité et une augmentation de subvention M2A, la continuité de l'activité n'est pas mise en cause.

Incidences financières :

Eu égard à une situation évolutive, l'Association n'est en mesure de chiffrer, à ce stade, l'impact du nouveau système de rémunération, qui s'étale sur 3 ans.

A la clôture de l'exercice 2024, l'état de trésorerie de l'Association laissait apparaître un solde créditeur de 30 016.60€. En effet, le dernier acompte de la subvention de fonctionnement de la M2a a été versé le mois de décembre, pour un montant de 71 236.00€. Ce montant inclus les 15 000.00€ que la M2a a promis et ce à compter de 2024.

L'Axe 5, a permis à l'Association de bénéficier d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 50 625.00€.

Le bonus attractivité mis en place par la CAF, s'élève à 34 920.00€.

Suite au contrôle CAF, une régularisation en faveur de l'Association d'un montant de 691.24€ a été constatée. Cet indu est le résultat d'un calcul du taux fixe à la CAF du Haut-Rhin pour l'année 2022 égale à 100% (retenu CAF initialement 99.64%, erreur CAF)



De plus, l'attestation pour l'application du bouclier tarifaire collectif a été remplie afin de pouvoir bénéficier des aides mises en place par l'état pour les PME, suite à la crise énergétique. Des régularisations en forme d'avoir ont été remboursés et constatés dans le compte 772000 (produits exceptionnels sur exercices antérieurs) pour l'année 2022 et 2023. Le montant total de ce produit s'élève à 2 823.87€.

Une renégociation avec le fournisseur d'électricité « ENGIE » a été effectuée afin de garantir l'offre « Prix Fixe » incluant des droits à l'ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique) et ce jusqu'en 2026. Une légère augmentation du coût de l'énergie est constatée (0.3%), alors que les indices annoncés par le gouvernement préconisaient une augmentation de plus de 10%.

La fin d'un conflit prudhommal datant de 2017, a permis la reprise partielle de la provision existante, suite à la condamnation du Conseil de Prudhomme à verser des indemnités à la ex-salariée. Toutefois, une provision d'un montant de 2 127.89€, correspondant à la somme due à France Travail est constatée, somme toujours pas réclamée.

▪ ***Incidences chiffrables :***

A la date d'arrêté des comptes de l'Association, celle-ci estime, que l'impact de l'inflation et les obligations patronales en matière de salaires imposées par la CCN sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat sont les suivants :

Incidences sur les principaux postes du bilan et du compte de résultat

- Une masse salariale en augmentation de 5.17%, par rapport à 2023. Cette augmentation s'explique par le nouveau système de classification et rémunération entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2024. Le versement d'une prime « PPV » à l'ensemble des salariés
- Versement du « Bonus Attractivité » par la CAF, afin de palier à l'augmentation des salaires
- L'augmentation des charges patronales en corrélation avec la masse salariale
- Reprise des investissements.
- Remboursement du PGE
- Une provision pour risques suite à un affaire prudhommale quasi clôturée.
- Mobilisation de l'Axe 5 de la CAF

Incidences sur la poursuite de son activité :

- Les mesures d'accompagnement mises en place par la CAF (Bonus Attractivité)
- Fermeture du service des samedis
- Gestion maîtrisée tant que possible de certaines charges de fonctionnement



ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS

Association régie par le droit local

5 Grand Rue

68100 MULHOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS SOLEILS

Association régie par le droit local
5 Grand Rue
68100 MULHOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 612-6 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Attributions de subventions par les Collectivités et organismes suivants, membre de votre Conseil d'Administration :

- Mulhouse Alsace Agglomération	296 180 €
- Caisse d'Allocations Familiales	468 958 €

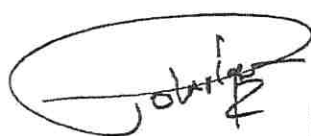
Conventions déjà approuvées par l'Assemblée

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Mulhouse, le 3 juin 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT



Raoul POINSIGNON
Associé



Stéphane MAMBRE
Associé

